

Brèves économiques et financières

Semaine du 2 au 8 mars 2018

Résumé :

- Le Brésil renoue avec la croissance en 2017 (+1,0% à prix constants) après deux années de récession.
- Le taux de chômage augmente légèrement sur le mois de janvier (12,2%).
- La production industrielle chute sur le mois de janvier (-2,4%) : une première depuis 4 mois.
- Un début d'année record pour le commerce extérieur, dopé par les très bons résultats des exportations.
- Les bénéfices des grandes banques brésiliennes en hausse de 21% en 2017.
- Les dirigeants brésiliens craignent les mesures protectionnistes américaines sur l'acier et l'aluminium.
- Amazon montre de l'ambition pour le premier marché d'Amérique Latine.
- Selon un rapport de la Banque Mondiale, 11 millions de jeunes brésiliens restent exclus du système éducatif et du marché de l'emploi.
- « The killer chart » : la balance commerciale est revenue à l'équilibre entre l'UE et les pays du Mercosur.
- Evolution des marchés du 2 février au 8 mars 2018.

Le Brésil renoue avec la croissance en 2017 (+1,0% à prix constants) après deux années de récession

Après deux années de récession, l'Institut brésilien de la géographie et de la statistique (IBGE) a annoncé une **croissance de +1,0% en volume sur l'année 2017**. La reprise se confirme, tirée par un **secteur de l'agronégoce surperformant (+13,0% a.a)**. En volume, le **secteur industriel reste globalement à la peine sur l'année (+0,0% a.a)**, mais a montré des signes de reprise sur le T4 tandis que le **secteur des services est resté stable (+0,3% a.a)**.

La demande a été portée par la **hausse sensible de la consommation des ménages (+1,0% a.a)**, en ligne avec la **forte baisse de l'inflation** (à 3% en fin d'année, le plus bas niveau historique), **l'atténuation de la dégradation du marché du travail** et la **hausse de la masse salariale réelle (+1,6% a.a)**. L'investissement est enfin reparti à la hausse sur cette fin d'année 2017, grâce notamment à l'assouplissement monétaire de la Banque Centrale, mais **poursuit sa contribution négative à la croissance sur l'année (-1,8% a.a)**. La consommation des administrations publiques respecte la règle de la PEC55, et **poursuit sa contribution négative à la croissance (-0,6%)**. Les dépenses publiques représentent 20,0% du PIB sur l'année. **Le secteur extérieur s'est montré performant et a été un moteur important du retour à la croissance**, grâce à la bonne tenue du cours des matières premières et à la stabilité du Dollar face au Réal (excédent commercial de +66,7 Mds R\$ sur l'année 2017).

Cette évolution favorable devrait s'accélérer en 2018, avec une croissance entre 2 et 3%, à la faveur de la reprise de l'investissement et d'un maintien des cours des matières premières. Les risques, notamment budgétaires et politiques, restent pour autant élevés en amputant toute visibilité et appellent à la prudence à moyen-terme, comme en témoignent les dernières prévisions de croissance du FMI (+1,9%), de l'OCDE (+2,2%) et de la Banque Mondiale (+2%).

Le taux de chômage augmente légèrement sur le mois de janvier (12,2%)

Les chiffres publiés par l'IBGE font ressortir, pour janvier 2018, un taux de chômage à 12,2% de la population active, soit une légère diminution par rapport à janvier 2017 (12,6%) après avoir atteint un pic en mars 2017 à 13,7%. Le niveau de chômage a augmenté depuis le mois dernier (11,8% fin 2017) mais a stagné en comparaison du trimestre précédent (d'août à octobre). **Cette hausse du chômage peut s'expliquer de manière mécanique, en raison de la cyclicité des licenciements en fin d'année, expliquant une hausse moyenne du taux de chômage de 1,2 p.p. aux premiers trimestres des quatre dernières années**. Compte tenu de cette faible évolution en un an, le **nombre de demandeurs d'emploi a presque stagné en comparaison de janvier 2017**, passant de 12,9 millions à 12,7 millions de personnes, en raison notamment du fait que la hausse de la population occupée (+2,1% en un an) est compensée par celle de la population active (+1,6%).

En outre, cette situation laisse augurer la poursuite de la modération salariale pour 2018, contribuant au maintien d'une inflation à des niveaux bas (entre 3 et 4,5%). En effet, le revenu réel moyen mensuel des travailleurs enregistre une quasi-stabilité sur un an à 2 169 BRL (soit environ 660 USD par mois) contre 2 135 BRL en janvier 2017. Cette stabilité découle aussi, de façon préoccupante, du renforcement de l'informalité. En effet, si les emplois formels (*com carteiras*) enregistrent une baisse de -1,7% a.a depuis janvier 2017, les travailleurs *sem carteiras* croissent de +5,6%, ceux pour compte propre de +4,4% et ceux domestiques de +4,4%, tandis que les emplois publics ont continué d'augmenter de 2,9% sur un an.

Pour l'année 2018, l'**accentuation de la croissance devrait permettre à l'emploi de retrouver des couleurs**, en espérant que la réduction du chômage se fasse en faveur de l'emploi formel afin de contribuer, sur le plan budgétaire, à la hausse des recettes fiscales et des contributions sociales. **En effet, en 2017, le système de retraites a perdu 1,09 million de contributeurs qui ont migré vers l'emploi informel.**

La production industrielle chute sur le mois de janvier (-2,4%) : une première depuis 4 mois

Au mois de janvier 2018, la production industrielle a baissé de -2,4% par rapport à décembre 2017, interrompant ainsi une série de quatre mois de croissance (+4,3% sur l'ensemble des quatre mois).

19 des 24 secteurs industriels sont en baisse d'activité sur le mois : la production de véhicules motorisés a baissé de -7,6%, l'industrie métallurgique de -4,1% et les produits en caoutchouc de -5,4%. Les produits pharmaceutiques (+21,0%), les industries extractives (+2,2%) et les boissons (+5,0%) sont malgré tout en hausse.

La production industrielle du mois de janvier 2018 a tout de même augmenté de 5,7% vis-à-vis du mois de janvier 2017. La production de véhicules motorisés (+27,4%), de machines et d'équipement (+15,6%) et de produits alimentaires (+4,5%) ont fortement contribué à l'amélioration du secteur industriel depuis janvier 2017.

Un début d'année record pour le commerce extérieur, dopé par les très bons résultats des exportations

Le Brésil a clôturé le mois de février avec un excédent commercial record de 4,9 Mds USD, soit 17,3 Mds USD d'exportations et 12,4 Mds USD d'importations. Ce mois est le quatorzième mois consécutif de croissance du commerce extérieur du pays. **Le très bon résultat des exportations est imputable à la croissance des exportations de produits manufacturés (+41,6% g.m), de pièces automobiles (+28,6% g.m), de voitures de tourisme (+28,4% g.m).** Ainsi, alors que les exportations agricoles avaient dopé les exportations en 2017, le secteur industriel semble prendre le relai en début d'année.

En cumulée, depuis le début de l'année 2018, le Brésil enregistre un excédent commercial record, à 7,7 mds USD, grâce à une hausse des exportations de +12,9% et une hausse des importations de +15,1% par rapport aux deux premiers mois de l'année 2017. Ce début d'année confirme l'objectif d'un excédent commercial de 50 Mds USD pour 2018.

Les bénéfices des grandes banques brésiliennes en hausse de 21% en 2017

Les quatre principales banques brésiliennes (Banco do Brasil, Bradesco, Itaú Unibanco et Santander Brasil) ont enregistré des bénéfices nets de 64,9 Mds R\$ sur l'année 2017, soit une hausse de 21% en comparaison de l'année précédente. Le taux de rentabilité de ces banques a été estimé à 13,9%, contre 4,5% pour les sociétés non financières. Le retour à la croissance a permis d'améliorer la qualité des portefeuilles de crédit avec un taux de défaut en baisse progressive induisant une décrue des provisionnements (risques de crédit et exigences prudentielles en fonds propres). **Cet effet positif s'est accompagné, notamment à la BB, d'une optimisation des coûts administratifs leur permettant de renforcer leur rentabilité en prévision de la baisse des marges induite par celle du Selic (taux de base de la Banque Centrale – 600 bps en 2017).**

L'optimisme reste de mise pour l'année 2018 : ces quatre établissements estiment que leurs bénéfices augmenteront encore et s'établiront à 71,4 Mds R\$ sur l'année.

Les dirigeants brésiliens craignent les mesures protectionnistes américaines sur l'acier et l'aluminium

Jeudi dernier, Donald Trump a divulgué sa volonté de mettre en place une taxation de 25% sur l'importation d'acier et de 10% sur celles d'aluminium aux Etats-Unis, à la suite de l'enquête fondée sur l'article 232 du Trade Expansion Act de 1962.

Les autorités brésiliennes ont affiché leur inquiétude quant à cette décision, alors que le Brésil et les Etats-Unis sont des partenaires commerciaux complémentaires dans l'industrie sidérurgique. En effet, 80% des exportations sidérurgiques du pays vers les Etats-Unis sont des produits semi-finis, qui servent d'intrants à l'industrie sidérurgique américaine. Le Brésil est le deuxième exportateur d'acier vers les Etats-Unis, avec 13,2% des parts de marché.

La Confédération Nationale de l'Industrie craint une perte de 3 Mds USD pour les exportations de fer et d'acier et 144 Ms USD dans les exportations d'aluminium. En effet, les exportations d'acier vers les Etats-Unis représentent 5 millions de tonnes pour le Brésil, soit 14% de sa production. La CNI soutient également que cette mesure est contraire aux règles de l'OMC.

Amazon est ambitieux pour le plus important marché d'Amérique Latine

Amazon.com a rencontré la semaine dernière au Brésil plusieurs industriels afin de discuter de projets de stockage et de commercialisation de produits allant de l'électronique grand public aux parfums, a-t-on appris de deux sources ayant participé aux réunions.

Si le projet était mené à terme, le géant américain du commerce électronique, qui propose seulement pour le moment aux revendeurs tiers de commercialiser leurs produits sur sa plate-forme, **accentuerait sa présence sur le plus important marché d'Amérique latine**. Les représentants d'Amazon au Brésil ont refusé de commenter les discussions, ajoutant que la société avait tenu "des centaines de réunions avec de vendeurs et de fournisseurs potentiels au sujet de ses activités au Brésil et de ses futurs projets" au cours des cinq dernières années.

Amazon, qui a débuté en 2012 au Brésil avec la vente de livres électroniques puis des livres en papier deux ans plus tard avant de créer en octobre une place de marché dédiée à l'électronique, **ne progresse que lentement sur ce marché complexe et très concurrentiel**.

Mais le groupe américain semble désormais vouloir accélérer son expansion dans le pays, qui sort d'une récession douloureuse, face à des concurrents locaux comme Mercado Libre, B2w Cia Digital, Via Varejo et Magazine Luiza.

Le mois dernier, Reuters a rapporté **qu'Amazon cherchait à louer un immense entrepôt dans la périphérie de Sao Paulo**.

Le commerce électronique représente environ 5% du marché de la distribution évalué à près de 300 milliards de dollars (242,2 milliards d'euros) au Brésil, mais il a doublé au cours des quatre dernières années et devrait continuer à afficher une croissance annuelle à deux chiffres.

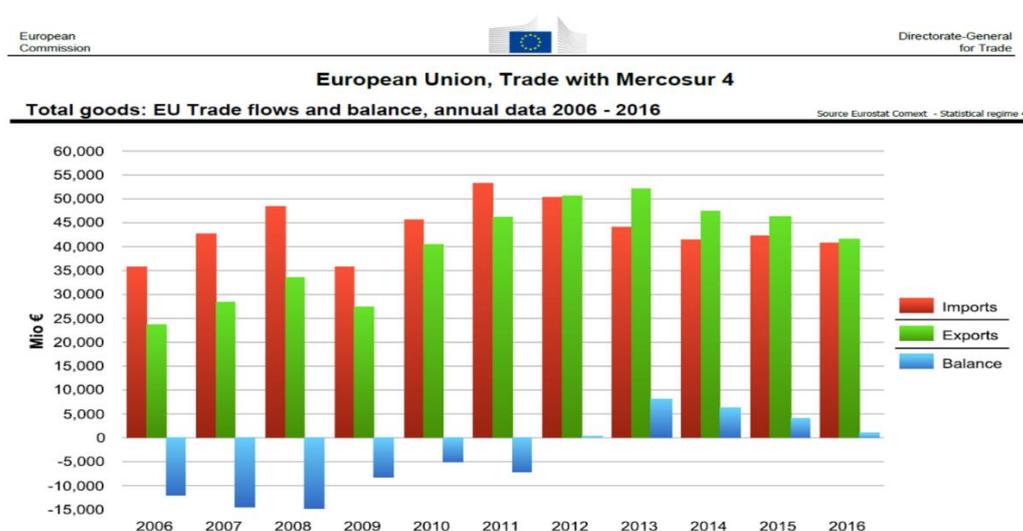
Selon un rapport de la Banque Mondiale, 11 millions de jeunes brésiliens restent exclus du système éducatif et du marché de l'emploi

La Banque Mondiale, dans un rapport sur la jeunesse du pays, pointe l'augmentation du nombre de jeunes brésiliens exclus du système éducatif et du marché du travail (appelés « *nem-nem* » en portugais).

En effet, 11,2 millions de brésiliens de 15 à 29 ans sont dans ce cas, **soit 23,5% de cette tranche d'âge**. A ces personnes, il faudrait également ajouter les 8,8 millions de jeunes travaillant de manière informelle sans étudier, les 2,2 millions étudiant avec du retard et les 2,8 millions qui travaillent et étudient de manière informel. **C'est ainsi 25 millions de jeunes brésiliens qui seraient vulnérables à la pauvreté (soit 52% de cette classe d'âge)** d'après le rapport.

A travers une étude terrain dans le Nord-Est du pays, ce rapport dresse une typologie des « *nem-nem* » et met en avant l'hétérogénéité de ce groupe selon le genre, la situation familiale, le cadre de vie etc. Il souligne la faiblesse des programmes éducatifs, notamment en zone rurale, qui sont des barrières à la participation à la vie économique, notamment pour les femmes. De plus, il évoque la **nécessité d'améliorer l'intermédiation et la qualité d'information du Système National de l'Emploi (Sine)**, afin de faciliter l'entrée sur le marché du travail.

« The killer chart » : la balance commerciale est revenue à l'équilibre entre l'UE et les pays du Mercosur



Evolution des marchés du 2 au 8 mars 2018

Indicateurs ¹	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-2,3%	+11,2%	84 795
Risque-pays (EMBI+ Br)	+0pt	+1pt	235
Taux de change USD/R\$	-0,3%	-1,5%	3,26
Taux de change €/R\$	+0,0%	+1,0%	4,02

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Rédacteur : Stéphane GODARD-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.

¹ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.